



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 31/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRID SOLUTIONS

1 Rue Paul Doumer
BP 601
73100 Aix-les-Bains

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2024 dans l'établissement GRID SOLUTIONS implanté 1, Rue Paul Doumer 73100 Aix-les-Bains. L'inspection a été annoncée le 08/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 06/02/2009.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRID SOLUTIONS
- 1, Rue Paul Doumer 73100 Aix-les-Bains
- Code AIOT : 0006104306
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GRID SOLUTIONS exploite depuis 1921 un site de production de matériel électrique de

haute tension à Aix les Bains. Les activités réalisées sur ce site sont :

- la fabrication de postes électriques sous enveloppe métallique neufs dont l'isolation est réalisée par un gaz isolant (SF6 ou G3);
- le service après-vente.

L'exploitation des installations est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 10/03/2006 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/10/2008. Des arrêtés ministériels de prescriptions générales encadrent également l'exploitation des activités réalisées sur le site d'Aix les Bains.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance de la qualité des eaux	Arrêté Préfectoral du 06/02/2009, article 5	Prescriptions complémentaires	sans objet

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la première partie de la visite d'inspection qui s'est déroulée en salle, puis lors de la partie sur le terrain, seules la responsable environnement et la directrice EHS de l'établissement étaient présentes. Le directeur de l'établissement a cependant participé à la synthèse et à la partie conclusive de la visite d'inspection.

Dans le cadre de la gestion de la pollution, différentes actions ont été entreprises par l'exploitant entre 2008 et 2019 (travaux de réhabilitation et curage des réseaux). Une surveillance de la qualité des eaux souterraines est réalisée par l'exploitant depuis 2002. Les mesures de la surveillance initiale ont été complétées par les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 06/02/2009.

A l'issue des constats réalisés lors de la visite d'inspection, il est proposé au préfet de la Savoie de:

- demander à l'exploitant de transmettre des documents/informations complémentaires (cf. point de contrôle n°1;
- prendre un nouvel arrêté préfectoral complémentaire afin de prescrire la mise en oeuvre de la surveillance des eaux du Tillet et des sédiments déposés sur le fond de ce cours d'eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de la qualité des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2009, article 5
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de surveiller la qualité des eaux souterraines situées au droit et à proximité de son site, conformément aux dispositions du présent article. [...] <u>5.4 Nature et fréquence d'analyse</u> Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses à fréquence trimestrielle, avec les analyses en période de hautes eaux et de basses eaux: <ul style="list-style-type: none">• hydrocarbures totaux;• COHV;• métaux (chrome, cuivre, plomb et arsenic);• polychlorobiphényles;• BTEX Ils seront complétés par toutes les substances identifiées en quantité significative dans les sols. Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.

[...]

5.6 Bilan quadriennal

Tous les 4 ans, l'exploitant adressera à l'inspection des installations classées un bilan des résultats de surveillance obtenus pour le site.

Le bilan sera constitué:

- des résultats obtenus pendant la période de 4 ans;
- d'une analyse de l'évolution des résultats sur l'ensemble de la période quadriennale ainsi que depuis la mise en oeuvre de la surveillance;
- du modèle de fonctionnement du site (mise à jour du schéma conceptuel initial sur la base des résultats de surveillance et de l'évolution éventuelle des usages sur et hors du site);
- des éventuelles propositions de modification du mode opératoire de la surveillance (fréquence de prélèvements, paramètres suivis, nombre d'ouvrages surveillés).

Constats :

L'exploitant a dans un premier temps rappelé à l'inspection des installations classées l'historique des mesures mises en œuvre dans le cadre du suivi et de la gestion de la pollution des sols et des réseaux d'évacuation des eaux pluviales de l'établissement. Ces mesures avaient été initiées en janvier 2008 et se sont achevées en décembre 2019. Elles ont permis de réaliser les travaux de réhabilitation des zones dites "Zone Nord (ZN)" et "Zone Déchetterie (ZD)" au droit desquelles une pollution des sols avait été détectée ainsi que le curage de l'ensemble des réseaux d'évacuation des eaux pluviales du site et la partie canalisée du Tillet qui longe le site sur sa bordure Est.

L'exploitant a ensuite présenté à l'inspection des installations classées les actions réalisées dans le cadre de la surveillance de la qualité des eaux souterraines mises en œuvre en application des prescriptions de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 06/02/2009 et en complément de la surveillance réalisée depuis 2002. Il a ainsi rappelé avoir transmis un bilan quadriennal relatif à la période de surveillance 2013-2016 ainsi qu'un bilan quadriennal relatif à la période de surveillance 2017-2020.

Dans le cadre du bilan quadriennal 2013-2016, l'exploitant avait formulé les propositions suivantes:

- passage d'une fréquence de suivi trimestrielle à une fréquence de suivi semestrielle;
- ajustement du réseau de surveillance à 10 piézomètres (7 ouvrages sur site + 3 ouvrages hors site);
- retrait des métaux des paramètres suivis;
- maintien des limites de quantifications pour les paramètres analysés.

Au travers de son rapport de mai 2017, l'inspection des installations classées avait proposé au préfet de la Savoie de prendre acte du bilan quadriennal transmis et des propositions d'ajustement à l'exception du maintien des limites de quantifications.

Dans le cadre du bilan quadriennal 2017-2020, l'exploitant avait formulé les propositions suivantes:

- poursuite de la surveillance selon une fréquence semestrielle;
- retrait du piézomètre MW11 du réseau de surveillance et comblement de l'ouvrage retrouvé bouché par de la terre en décembre 2020;
- retrait des paramètres hydrocarbures totaux et BTEX du programme analytique de surveillance en raison du fait que les résultats obtenus sur la période de surveillance étaient stables et du même ordre de grandeur que les limites de quantification du laboratoire.

L'exploitant a précisé qu'il avait poursuivi, en l'absence d'un retour de l'inspection des installations classées, la surveillance de la qualité des eaux souterraines conformément aux propositions validées à l'issue du bilan quadriennal 2013-2017.

L'exploitant a indiqué que les eaux pluviales de l'établissement et les eaux du Tillet transitant à travers la partie canalisée du cours d'eau ne faisaient pas l'objet d'une surveillance en raison de l'absence d'une telle prescription réglementaire.

<p>L'exploitant a ensuite présenté une version actualisée du plan des réseaux de l'établissement avec en particulier les différentes conduites d'évacuation des eaux pluviales.</p> <p>La visite d'inspection s'est ensuite poursuivie sur le terrain au droit de la Zone Nord, de la Zone Déchetterie et des différents points de rejet des eaux pluviales de l'établissement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit établir et transmettre à l'inspection des installations classées le rapport relatif à la surveillance de la qualité des eaux souterraines sur la période 2021-2024 (bilan quadriennal). Les propositions formulées au travers du bilan quadriennal 2017-2020 pourront utilement être intégrées à ce rapport.</p> <p>L'exploitant doit également communiquer à l'inspection des installations classées les informations/documents suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan des réseaux du site avec en particulier le réseau d'évacuation des eaux pluviales et l'identification des éventuels points de prélèvement; • la profondeur des différents ouvrages piézométriques du réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines; • l'implantation des éventuels sondages réalisés au droit des bâtiments dans le cadre du diagnostic des sols de 2004.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Prescriptions complémentaires</p>
<p>Proposition de délais : sans objet</p>